



MINISTÈRE DES ARMÉES

**Cahier des Clauses Techniques
Particulières**

Objet du marché :

**Prestation d'expertise indépendante d'une solution de
vote électronique pour les élections professionnelles
2026 au profit du ministère des Armées**

Numéro long chorus :

Numéro court chorus :

N° DAF 2025 000 960

CCTP v1
du 30 juin 2025

Rédacteur : HUFSCMITT Timothée



**Direction Interarmées des Réseaux d'Infrastructure
et des Systèmes d'Information de la défense**

**Centre National de Soutien Opérationnel
Service d'ingénierie contractuelle et logistique
Département Ingénierie Prescription et Marchés
Section Passation des Marchés**

Direction des ressources humaines du ministère de la défense
60 ter boulevard Jean Royer - 37061 TOURS CEDEX

N° DAF_2025_000960

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1. OBJET, CONTEXTE ET ACTEURS DU MARCHE	1
1.1 OBJET	1
1.2 CONTEXTE	1
1.2.1 ÉLÉMENTS DE VOLUMÉTRIE	4
1.2.2 NATURE DE LA SOLUTION DE VOTE MISE À DISPOSITION	4
1.2.3 RESPECT DES NORMES ET RÉGLEMENTATIONS EN VIGUEUR	5
1.2.4 HOMOLOGATION DE SÉCURITÉ	5
1.3 LES ACTEURS	6
1.3.1 POUVOIR ADJUDICATEUR ET MAÎTRISE D'OUVRAGE	6
1.3.2 DIRECTION DE PROJET	6
1.3.3 AUTORITÉ D'HOMOLOGATION	6
ARTICLE 2. DECOUPAGE DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 3. DISPOSITIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES PRESTATIONS	7
3.1 LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	7
3.2 CONDUITE DES PRESTATIONS	7
3.2.1 GÉNÉRALITÉS	7
3.2.2 REPRÉSENTATION DES PARTIES	7
3.2.3 SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	8
3.3 OBLIGATION DE CONSEIL ET DE MISE EN GARDE	8
3.4 COMMUNICATION	10
ARTICLE 4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS	10
4.1 PRESTATION 1 : PRISE DE CONNAISSANCE ET SUIVI DU PROJET	10
4.2 PRESTATION 2 : EXPERTISE PRÉALABLE INDÉPENDANTE DE LA SVE	11
4.3 PRESTATION 3 : CONTRIBUTION À LA CST ET EXPERTISE FINALE INDÉPENDANTE DE LA SVE	14

PREAMBULE

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP):

- Le ministère des Armées est désigné sous l'appellation « Administration » ou « MINARM »;
- L'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations du présent marché est désigné sous l'appellation de « titulaire expertise ».
- Le marché de mise à disposition d'une solution de vote électronique et assistance à l'organisation, à la préparation et au déroulement des élections professionnelles de décembre 2026 pour le ministère des Armées est désigné sous l'appellation de « accord-cadre SVE »;
- Le titulaire du marché « accord-cadre SVE » est désigné sous l'appellation de « titulaire SVE » ;
- La solution de vote électronique est désignée sous l'appellation de « SVE » ;
- La cellule de supervision technique est désignée sous l'appellation de « CST » ;

ARTICLE 1. OBJET, CONTEXTE ET ACTEURS DU MARCHE

1.1 Objet

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation d'une prestation d'expertise indépendante de la SVE ainsi que de prestations de conseil et d'accompagnement du MINARM pour l'organisation des élections professionnelles de 2026.

1.2 Contexte

Le vote électronique est désormais la modalité de vote de droit commun dans la fonction publique de l'État, en application des articles R. 211-79 (pour les comités sociaux d'administration, CSA), R.211-236 (pour les commissions administratives paritaires, CAP) et R. 211-357 (pour les commissions consultatives paritaires, CCP) du code général de la fonction publique (CGFP).

À titre indicatif, les élections devraient se tenir en décembre 2026, pendant une durée de deux (2) à huit (8) jours de vote électronique. La date des élections et la durée de la période de vote seront définitivement fixées par un arrêté interministériel six (6) mois avant le scrutin. Le titulaire expertise en sera avisé dès la publication de l'arrêté.

Le principe du vote électronique s'applique à l'ensemble du corps électoral et à l'ensemble des scrutins. Les scrutins organisés au titre du présent accord-cadre se déroulent en France métropolitaine (Corse incluse), dans les départements-régions d'outre-mer (DROM) et collectivités d'outre-mer (COM), et à l'étranger.

Le périmètre couvre les scrutins présentés ci-après dont l'organisation est simultanée.

Au MINARM, les élections professionnelles directes concernent deux types d'instances de concertation et représentent environ 95 scrutins directs¹ :

Élections au suffrage direct des représentants des personnels au sein du comité social d'administration ministériel (CSAM) et des comités sociaux d'administration (CSA) central (1 CSA AC) et local (40 CSA BDD), des comités sociaux d'administration de réseaux (11 CSA R) et des comités sociaux d'administration spéciaux (3 CSA S) prévus pour les grands employeurs du ministère, des commissions administratives paritaires (4 CAP) notamment celles des personnels à statut ouvrier (10 CAPSO) et une commission consultative paritaire unifiée (CCPU) pour les agents non titulaires, une commission représentant les ICT et TCT (CPS ICT-TCT).

Ce périmètre inclut également les 14 comités sociaux d'administration d'établissement, 2 CAPSO d'établissement, et 7 commissions consultatives spécifiques aux établissements publics administratifs sous tutelle du Ministère des Armées.

Dans chaque CSA comportant plus de 200 électeurs, il est institué une formation spécialisée (FS) en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

¹ Ce chiffre est susceptible d'évoluer dans une marge approximative de 10% du nombre d'instance indiqué au présent CCTP.

Les représentants du personnel des environ 350 formations spécialisées en hygiène, sécurité et conditions de travail (FSHSCT), sont désignés par les organisations syndicales. Il n'y a pas d'élection directe. Toutefois il sera nécessaire d'identifier la répartition des voix par syndicat en fonction d'un « pastillage » préétabli par l'administration.

L'opération de « pastillage » consiste à sélectionner un vote dans un scrutin principal (CSA-AC, CSA-BDD, CSA-R, CAPSO) pour alimenter une urne virtuelle permettant d'établir la représentation du personnel dans une instance [2].

Le « pastillage » permet de marquer dans chaque liste électorale, les électeurs fléchés sur une emprise particulière ou soumis à un risque spécifique. Pour ces opérations, il est attendu de la SVE une répartition des voix par OS sans calcul des sièges en résultant. Le calcul de la répartition des sièges est réalisé par l'administration. Sur cette base, l'administration demande aux partenaires sociaux de désigner leurs représentants.

La répartition des sièges de membres titulaires et suppléants se fait en fonction des résultats obtenus par les organisations syndicales lors des élections aux comités sociaux. Ces instances sont donc « recomposées » à partir des résultats obtenus aux scrutins CSA centraux ou de proximité, de réseaux ou spéciaux.

Le pastillage sert également à la constitution des instances suivantes :

- Les sept commissions de réforme des ouvriers de l'État dont la composition résulte du vote du personnel à statut ouvrier ;
- La commission nationale d'essais unique dont la composition résulte du vote des techniciens supérieurs ouvriers de l'État.

La SVE recherchée doit également permettre d'organiser les scrutins qui découleraient d'une évolution réglementaire ou des conséquences liées à une annulation totale ou partielle de l'un des scrutins précités.

- Le scrutin est un scrutin proportionnel à un tour avec répartition des sièges suivant la règle de la plus forte moyenne. Les élections se déroulent à bulletin secret, le mode de scrutin étant le scrutin de liste, par listes entières et sans modification d'aucune sorte, et, par exception, le scrutin sur sigle. Ces élections professionnelles impliquent une numérisation :
 - Des listes électorales ;
 - Des listes de candidats et des professions de foi ;
 - Des urnes, de l'émargement et du matériel de vote ;
 - Du calcul et de la publication des résultats des scrutins directs ;
 - Des procès-verbaux des opérations électorales pour les bureaux de centralisation du vote électronique (BCVE) et des procès-verbaux de résultat du scrutin pour les bureaux de vote électronique (BVE).

L'article R. 211-559 du CGFP dispose que le vote électronique peut s'effectuer à partir de tout équipement informatique permettant l'accès à internet et répondant à des exigences de sécurité minimales. Les utilisateurs avec pouvoirs (membres des BCVE, BVE, de la cellule de supervision technique (CST), du centre d'assistance (CA), les référents notice et les représentants des candidats) et les électeurs de l'autorité organisatrice participeront aux opérations de vote électronique avec une authentification renforcée :

- Soit à partir d'un poste de travail professionnel connecté à internet ;
- Soit depuis n'importe quel ordinateur, tablette ou smartphone connectés à internet.

En application de l'article R. 211-556 du CGFP, le Ministère des Armées mettra à disposition des kiosques à voter.

La mise en place d'une expertise indépendante est une obligation prévue à l'article R. 211-518 du CGFP qui prévoit que :

- *« Préalablement à sa mise en place ou postérieurement à toute modification substantielle de sa conception, la solution de vote électronique fait l'objet d'une expertise indépendante destinée à vérifier le respect des garanties et des dispositions de la présente section.*
- *Cette expertise porte sur l'intégralité de la solution de vote électronique devant être installée avant le scrutin, les procédures et conditions d'utilisation du système de vote durant le scrutin, les conditions d'utilisation de l'équipement informatique mentionné aux articles R. 211-556 à R. 211-558, ainsi que les procédures de mise en œuvre des étapes postérieures au vote telles que la rédaction des procès-verbaux et les opérations d'archivage prévues par l'article R. 211-580. ».*

Le décret n° 2024-1038 du 6 novembre 2024 relatif au vote électronique, qui sera applicable au prochain renouvellement général des instances, prévu en 2026, a notablement renforcé le rôle de l'expert indépendant.

En outre, la délibération de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) n° 2019-053 du 25 avril 2019 (ou celle en vigueur) portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via internet, pose plusieurs exigences devant toutes être satisfaites par l'expert indépendant :

- il doit être un informaticien spécialisé dans la sécurité ;
- il ne doit pas avoir d'intérêt dans la société qui a créé la SVE à expertiser, ni dans l'organisme responsable de traitement qui a décidé d'utiliser la solution ;
- il doit posséder, si possible, une expérience dans l'analyse des systèmes de vote, en ayant expertisé les systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via internet, d'au moins deux prestataires différents.

Ces exigences ont été reprises et développées à l'article R. 211-521 du CGFP :

« L'expertise indépendante peut être confiée aux personnes qui remplissent les trois conditions suivantes :

- 1° Disposer d'une compétence professionnelle avérée en matière de sécurité des systèmes d'information ;*
- 2° Ne pas présenter de lien d'intérêt avec le prestataire mentionné à l'article R. 211-517 ou avec l'autorité organisatrice du scrutin ;*
- 3° Posséder une connaissance approfondie d'au moins deux systèmes différents de vote électronique par internet ».*

1.2.1 Éléments de volumétrie

À titre indicatif, les éléments de volumétrie sont les suivants :

- Le nombre total de scrutins qui seront organisés en 2026 par le ministère des Armées est estimé à 95 ;
- Le nombre total d'agents qui seront amenés à participer à ces élections est de l'ordre de 68000 ;
- Le nombre moyen de scrutins auxquels participe un agent est de 4 ;
- Le nombre maximum de scrutins auxquels participe un agent est de 4 ;
- Le nombre total de votes est de l'ordre de 256 000 ;
- Le nombre moyen de candidatures par scrutin est approximativement de 6.
- Le nombre de listes de candidatures et le nombre de professions de foi est de l'ordre de 406 pour l'ensemble des scrutins (donnée issue des élections 2022) représentant environ 6 000 candidatures individuelles ;
- Le taux de participation moyen par scrutin est de l'ordre de 61,5 % (référence CSA ministériel 2022).

1.2.2 Nature de la solution de vote mise à disposition

Pour rappel, en application de l'article R. 211-510 du CGFP, on entend par :

- Système de vote électronique (SyVE) : l'ensemble des moyens physiques et logiques permettant de mettre en œuvre une procédure de vote électronique ;
- Solution de vote électronique (SVE) : l'ensemble composé d'un SyVE et de ses procédures d'exploitation et de sécurisation.

La mise en œuvre de la SVE consiste notamment en :

- la mise à disposition d'un SyVE dont l'accès se fait par le navigateur de l'utilisateur de la SVE à partir de tout type d'équipement informatique (ordinateurs, tablettes et smartphones) connecté à internet. Ce SyVE est sécurisé et hébergé en mode actif/actif pour garantir sa très haute disponibilité ;
- la réalisation de prestations associées pour l'organisation et la tenue des élections professionnelles prévues en 2026 se déroulant en France métropolitaine (dont la Corse), dans des DROM et COM et à l'étranger.

La SVE comprend les paramétrages mais aussi des développements informatiques réalisés spécifiquement pour couvrir les besoins du ministère des Armées.

1.2.3 Respect des normes et réglementations en vigueur

Le titulaire réalise les prestations avec le soin requis et conformément aux règles de l'art et aux normes en vigueur dans sa profession au moment de l'exécution du présent accord-cadre. Plus particulièrement, le titulaire s'engage à respecter :

- l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ;
- la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ;
- les articles R. 211-503 à R. 211-584 du CGFP relatifs au vote électronique par internet pour les élections professionnelles ;
- le décret n° 2019-768 du 24 juillet 2019 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des services de communication au public en ligne ,
- le décret n° 2019-341 du 19 avril 2019 relatif à la mise en œuvre de traitements comportant l'usage du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques ou nécessitant la consultation de ce répertoire
- le décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives,
- l'arrêté du 13 juin 2014 portant approbation du référentiel général de sécurité et précisant les modalités de mise en œuvre de la procédure de validation des certificats électroniques,
- l'arrêté du 29 avril 2015 relatif au référentiel général d'accessibilité pour les administrations,
- la délibération CNIL n° 2019-053 du 25 avril 2019 (ou celle en vigueur) portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via Internet.

La version du référentiel général de sécurité (RGS) applicable est la dernière version officiellement publiée à la date de notification du présent accord-cadre.

1.2.4 Homologation de sécurité

Le système d'information (SI) de vote électronique pour les élections professionnelles de 2026 fait l'objet d'une procédure d'homologation de sécurité. Cette homologation est une démarche de maîtrise des risques du système d'information. Elle est l'attestation formelle que les besoins de sécurité ont été identifiés et traités de manière à ce que les risques résiduels soient maîtrisés et acceptables. C'est ce que précise l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) sur son site ([guide d'homologation de sécurité de l'ANSSI](#)) :

« En informatique, comme dans les autres domaines, le risque zéro n'existe pas. La démarche d'homologation de sécurité est destinée à faire connaître et faire comprendre, aux autorités responsables, les risques liés à l'exploitation d'un système d'information. ».

C'est l'autorité d'homologation, à l'article 1.3.3 ci-après, qui prononce la décision d'homologation. Cette décision atteste que le SI atteint ses objectifs et qu'il est par conséquent apte à être mis en production.

1.3 Les acteurs

1.3.1 Pouvoir adjudicateur et maîtrise d'ouvrage

Le pouvoir adjudicateur du présent accord-cadre est la DIRISI.

Au sein du ministère des Armées, les services chargés de piloter la mise en place des procédures de vote électronique, sont les suivants :

- pour le compte de la maîtrise d'ouvrage : la direction de projet et la sous-direction des statuts civils, des relations sociales et de la prévention de la DRH-MD. Ces directions sont plus particulièrement chargées des volets métier, fonctionnel et organisationnel.
- pour la conduite du projet : la DSI-RH de la DRH-MD.

1.3.2 Direction de projet

La direction de projet du présent accord-cadre est assurée par la Direction des Ressources Humaines du ministère des Armées qui, à cet effet, dispose d'une directrice de projet dans la responsabilité est d'assurer cette fonction.

1.3.3 Autorité d'homologation

La délégation à la transformation et à la performance est l'autorité d'homologation. L'homologation sera prononcée sur la base d'un dossier de sécurité dont la constitution est à la charge des correspondants sécurité du projet :

- le responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) de la DSI-RH;
- le responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) de la direction du numérique

ARTICLE 2. DECOUPAGE DES PRESTATIONS

Dans le cadre du présent accord-cadre et conformément aux documents contractuels le régissant, le titulaire expertise s'engage à exécuter les prestations suivantes selon la demande de l'autorité organisatrice et dans le respect des délais qu'impose notamment le cadre légal et réglementaire :

Prestation 1	Prise de connaissance et suivi du projet
Prestation 2	Expertise préalable indépendante de la SVE
Prestation 3	Contribution à la CST et expertise finale indépendante de la SVE

ARTICLE 3. DISPOSITIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES PRESTATIONS

3.1 Lieux d'exécution des prestations

L'ensemble des prestations objet du présent marché est exécuté dans les locaux :

- du ministère des Armées en France métropolitaine notamment au sein des bureaux de vote ;
- du titulaire expertise ;
- du « titulaire SVE ». À ce titre, sont inclus les sites d'hébergement de la partie du système d'information de la SVE, à la charge dudit « titulaire SVE ».

3.2 Conduite des prestations

3.2.1 Généralités

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Pour ce faire, elles désignent chacune un interlocuteur chargé du suivi d'exécution des prestations du présent accord-cadre.

Les prestations du titulaire expertise, comme de ses éventuels sous-traitants, doivent être conformes aux stipulations du présent accord-cadre, aux règles d'usage de la profession et à l'état de l'art.

Le titulaire expertise organise la réunion de lancement dans les locaux de l'administration avec l'ensemble de ses interlocuteurs. Elle est fixée d'un commun accord entre le MINARM et le titulaire expertise dans un délai ne pouvant excéder dix (10) jours ouvrés à compter de la notification du marché. Le titulaire expertise fournit un support au moins deux (2) jours ouvrés avant celle-ci et un compte-rendu au plus tard cinq (5) jours ouvrés après celle-ci. L'administration dispose alors d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception du CR pour le valider.

3.2.2 Représentation des parties

Représentants de l'autorité organisatrice

Dès la notification du présent accord-cadre, la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre désignent leurs interlocuteurs respectifs auprès du titulaire expertise. L'autorité organisatrice a la faculté de se faire assister par toute personne dont elle juge le concours utile à la bonne exécution du présent accord-cadre.

Intervenants du titulaire expertise

Le titulaire expertise affecte à l'exécution des prestations des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, tant dans le domaine technique que fonctionnel, en fonction de la nature des prestations et pour la bonne réalisation de celles-ci. Au surplus, le titulaire expertise s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer notamment la stabilité quantitative et qualitative de cette équipe d'intervenants pendant toute la durée du présent accord-cadre.

L'autorité organisatrice marque sa préférence pour que le titulaire expertise désigne un seul expert pour l'ensemble des trois prestations avec un engagement de remplacement par un expert suppléant de même niveau d'expérience et de compétence.

Le titulaire expertise est soumis, sauf stipulation particulière du présent accord-cadre ou d'un de ses avenants, à une obligation de résultat pour l'exécution de l'ensemble des prestations à sa charge au titre du présent accord-cadre.

Le titulaire expertise s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'autorité organisatrice avant ou pendant la réalisation des prestations.

Les intervenants du titulaire expertise qui sont amenés à travailler dans les locaux du MINARM doivent respecter les règles de sécurité et de confidentialité portées en annexe du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du présent accord-cadre.

Au cours de la réunion de lancement, le titulaire expertise communique les coordonnées d'un interlocuteur unique et de son suppléant, ou d'une boîte mail générique, pour assurer l'interface du titulaire expertise avec les services du MINARM, s'agissant notamment de l'ensemble des questions logistiques, administratives et/ou financières, et modifications survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre telles que :

- les personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- tout changements relatifs à son entreprise et à son contrôle ;
- tout changements affectant les personnes ayant eu en charge ou susceptibles d'affecter l'exécution des prestations.

3.2.3 Suivi de l'accord-cadre

Les réunions de travail et de suivi du présent accord-cadre peuvent porter sur les aspects techniques, organisationnels ou fonctionnels. Ces réunions sont soit planifiées, soit d'opportunité, et le titulaire expertise doit :

- convoquer, en relation avec l'autorité organisatrice, les participants nécessaires. La convocation à ces réunions doit prévoir un délai suffisant pour que ces participants puissent être disponibles et qu'ils puissent prendre connaissance des documents fournis ;
- fournir avant la réunion, l'ordre du jour et les documents nécessaires à sa tenue.

À l'issue de chaque réunion, le titulaire expertise rédige le compte rendu de séance qui doit obligatoirement intégrer les décisions prises comme les actions approuvées par les participants. Ce document est vérifié par l'autorité organisatrice dans les cinq (5) jours ouvrés.

3.3 Obligation de conseil et de mise en garde

Le titulaire expertise informe régulièrement le MINARM de l'avancement de la réalisation des prestations. Le titulaire expertise est tenu, à l'égard de l'autorité organisatrice et tout au long de la réalisation des prestations prévues au présent accord-cadre, à une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances du MINARM, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée.

Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du titulaire expertise doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations, objet du présent accord-cadre mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'autorité organisatrice. À ce titre, le titulaire expertise s'engage à :

- alerter l'autorité organisatrice sur tout événement, imputable à cette dernière ou à un tiers, ou sur tout choix ou toute demande effectuée par cette dernière, dont le titulaire expertise a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'accord-cadre de prestation d'expertise indépendante ou de l'accord-cadre relatif à la mise en œuvre d'une SVE ;
- contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'autorité organisatrice ou une personne désignée par cette dernière afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'autorité organisatrice sur toute erreur ou tout oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- faire bénéficier l'autorité organisatrice de ses conseils et de son assistance technique pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande de cette dernière et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- ne soumettre à l'autorité organisatrice aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicables aux prestations définies au présent accord-cadre.

Le titulaire expertise doit notamment :

- dispenser tout conseil relatif au déroulement du vote et répondre à toutes questions en rapport avec son domaine d'expertise ;
- apporter un appui à l'autorité organisatrice et la CST dont il fait partie, notamment en vue de prendre toute décision en conformité avec le cadre législatif et réglementaire du vote électronique pour des élections professionnelles dans la fonction publique ;
- contribuer à la rédaction du retour d'expérience des élections à l'issue de ces dernières.

Le MINARM s'engage à fournir au titulaire expertise, à titre strictement confidentiel, tous documents ou informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent accord-cadre et la bonne réalisation des prestations.

En effet, en application de l'article R. 211-520 du CGFP, « *dans le cadre de ses missions, l'expert indépendant a accès à l'ensemble des documents, données, fichiers, locaux d'hébergement de tout ou partie de la solution de vote électronique lui permettant d'exercer ses fonctions et de préparer ses rapports* ».

Le titulaire expertise reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles de compromettre le bon déroulement des opérations électorales. À ce titre, il doit faire preuve d'une vigilance accrue afin d'anticiper tout risque pouvant affecter la sécurité numérique de la SVE.

En cas de mise en cause de la responsabilité du titulaire expertise du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au titulaire expertise d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

3.4 Communication

Le titulaire expertise s'engage à ne pas utiliser ou faire référence aux dénominations de l'autorité organisatrice ni aux signes distinctifs protégés comme tels auxquels il aurait accès pendant l'exécution des prestations, sauf accord préalable et écrit de l'autorité organisatrice.

Le titulaire expertise s'engage à respecter strictement la confidentialité des informations communiquées par l'autorité organisatrice, à ne pas la citer dans ses supports de communication sans son accord préalable. À ce titre, le titulaire expertise s'engage à obtenir l'accord préalable et écrit de l'autorité organisatrice avant d'effectuer toute communication interne ou externe relative à l'objet du présent accord-cadre et à respecter la charte graphique et les conditions formulées par cette dernière.

ARTICLE 4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

4.1 Prestation 1 : Prise de connaissance et suivi du projet

Le titulaire expertise prend connaissance du périmètre du projet, des données des scrutins et de la SVE mise en œuvre par le « titulaire SVE » ». Dans cette étape, le MINRAM transmet au titulaire expertise les informations et documentations idoines.

Les modalités électorales de chaque scrutin sont établies dans le souci du respect des principes fondamentaux définis par le cadre légal et réglementaire, notamment à l'article R. 211-508 du CGFP, sur lesquels s'appuient les élections professionnelles dans la fonction publique de l'État, en particulier :

- l'accès au vote de tous les électeurs concernés ;
- le secret du scrutin ;
- le caractère personnel, libre et anonyme du vote ;
- la sincérité des opérations électorales ;
- la surveillance effective du scrutin par les bureaux de vote ;
- le contrôle *a posteriori* par le juge de l'élection.

Dans le cadre de cette prise de connaissance du projet, le titulaire expertise exécute au minimum les prestations suivantes :

- Organisation d'une réunion de présentation dans les locaux de l'administration avec l'ensemble de ses interlocuteurs. Elle est fixée d'un commun accord entre le MINARM et le titulaire expertise dans un délai ne pouvant excéder dix (10) jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande.
- la présentation du rapport de prise de connaissance du contexte et de la démarche proposée pour réaliser la prestation d'expertise indépendante de la SVE dans le délai de deux (2) jours ouvrés avant la réunion de présentation. ;

- la fourniture du calendrier prévisionnel des prestations 2 et 3 dans le délai de deux (2) jours ouvrés avant la réunion de présentation.
- Sur demande de l'autorité organisatrice, le titulaire expertise participe aux réunions de suivi de l'accord-cadre relatif à la SVE, ainsi que des prestations associées.
- A ces occasions, le titulaire expertise doit faire bénéficier le MINARM de ses conseils et de son assistance technique en particulier dans l'objectif de conformité de cette solution avec le cadre législatif et réglementaire du vote électronique pour des élections professionnelles dans la fonction publique (notamment les articles R. 211-503 à R. 211-584 du CGFP). Il propose tout complément, toute amélioration, tout ajustement du contenu des prestations, méthodes et règles proposées, qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables pour la SVE développée par le « titulaire SVE ».

4.2 Prestation 2 : Expertise préalable indépendante de la SVE

Préalablement à sa mise en place par le « titulaire SVE », la SVE pour les élections professionnelles 2026 du MINARM fait l'objet d'une expertise indépendante destinée notamment à vérifier le respect des garanties prévues par les articles R. 211-503 à R. 211-584 du CGFP, telles que la conformité aux recommandations de la délibération CNIL n° 2019-053 (ou celle en vigueur) au titre de laquelle le niveau de risque de la SVE est évalué à 3.

Cette expertise préalable et indépendante couvre au minimum :

- l'intégralité de la SVE installée avant les scrutins des élections professionnelles de 2026. Sont donc soumis à expertise l'ensemble des composants intégrés au périmètre de cette solution et notamment les matériels, logiciels, personnels, données et procédures comme les conditions d'installation de ces ressources et plus particulièrement le code source de la SVE mise en œuvre par le « titulaire SVE » ;
- les conditions d'utilisation de la SVE durant les scrutins et notamment les conditions d'utilisation des postes dédiés mis à disposition des agents par l'autorité organisatrice et mentionnées à l'article R. 211-556 du CGFP ;
- l'existence d'une solution de secours et son adéquation avec le besoin en très haute disponibilité posé par l'objectif de sécurité n°3-01 de la délibération CNIL n°2019-053 (ou celle en vigueur) ;
- les mécanismes d'identification et d'authentification, et les procédures associées pour communiquer les codes de vote aux électeurs comme aux utilisateurs avec pouvoir(s) ;
- les fonctions de traçabilité incluant les mécanismes de journalisation et les dispositifs d'exploitation des journaux et traces ;
- les mécanismes de scellement du dispositif de vote ;
- les mécanismes d'intégrité et de confidentialité, et plus particulièrement les mécanismes de chiffrement utilisés ;
- le système d'information sur lequel le vote va se dérouler et les échanges et communications réseau ;

- les conditions de dépouillement des scrutins et notamment le respect des obligations posées par l'article R. 211-572 du CGFP et des recommandations de la délibération CNIL n°2019-053 (ou celle en vigueur) ;
- la procédure d'archivage et notamment le respect des obligations posées par l'article R. 211-580 du CGFP et des recommandations de la délibération CNIL n°2019-053 (ou celle en vigueur) ;
- l'évaluation à trois (3) du niveau de risque de la SVE, la pertinence ainsi que l'effectivité des dispositifs intégrés à la solution pour répondre aux objectifs de sécurité de ce niveau de risque.

Le « titulaire SVE » doit mettre à disposition de l'autorité organisatrice la SVE pour une opération « d'élection test » qui a lieu au plus tard six (6) mois avant l'ouverture de la période de vote des élections professionnelles de 2026.

À compter de cette mise à disposition en environnement de test, l'autorité organisatrice effectue, en présence du « titulaire SVE » et du titulaire expertise, les opérations de tests prévues au cahier de recette de l'accord-cadre relatif à la mise en œuvre de la SVE et des prestations associées. Le titulaire expertise apporte son concours à l'élaboration dudit cahier de recette, étant entendu que la version finale du document doit être validée par l'autorité organisatrice au moins cinq (5) jours ouvrés avant le lancement de la procédure de tests.

Le titulaire expertise participe activement à la mise au point de l'élection test, en supervisant son déroulement, en formulant ses observations et en contribuant, aux côtés de l'autorité organisatrice et du « titulaire SVE », à l'identification et à la mise en œuvre des solutions nécessaires à la résolution des anomalies détectées. À l'issue de l'élection test, il produit, le cas échéant, un rapport transitoire identifiant les éventuels points bloquants. Le titulaire expertise participe à l'élection test sans que cette participation ne se substitue pour tout ou partie à l'expertise indépendante qu'il doit réaliser conformément au cadre législatif et réglementaire.

Si des anomalies sont constatées pendant cette procédure de tests, le « titulaire SVE » les corrige et présente de nouveau la SVE pour une nouvelle période de tests. La livraison par le « titulaire SVE » en environnement de production intervient au plus tard cent quarante (140) jours avant l'ouverture de la période de vote des élections professionnelles 2026.

Au plus tard dans les deux (2) jours ouvrés après la fin de l'opération de livraison de la SVE en environnement de production, le titulaire expertise vérifie que la SVE livrée n'a pas été modifiée par rapport à la version ayant été validée à l'issue des opérations de test et sur la base de laquelle il a rédigé son rapport d'expertise préalable.

Avant toute mise en œuvre de la SVE et en application du premier alinéa de l'article R. 211-519 du CGFP, le titulaire expertise communique à l'autorité organisatrice son rapport d'expertise au plus tard dix (10) jours ouvrés après la fin des opérations de contrôles et de tests de la SVE.

Ce rapport est transmis au plus tard quinze (15) jours avant le début du scrutin par l'autorité organisatrice au « titulaire SVE » et aux organisations syndicales ayant déposé une candidature. Ce rapport d'expertise répond aux exigences des articles R. 211-503 à R. 211-584 du CGFP, ainsi qu'à celles de la délibération CNIL n° 2019-053 (ou celle en vigueur). Il intègre notamment un rapport d'audit du code source de la SVE mise en œuvre par le « titulaire SVE ».

Le titulaire expertise doit fournir un moyen technique permettant à l'autorité organisatrice de vérifier *a posteriori* que les différents composants de la SVE sur lesquels a porté l'expertise n'ont pas été modifiés sur le système fourni par le « titulaire SVE » en environnement de production et devant être utilisé durant les scrutins. La méthode et les moyens permettant d'effectuer cette vérification doivent être décrits dans le rapport d'expertise.

La remise par le titulaire expertise du rapport d'expertise doit intervenir avant toute mise en œuvre de la SVE. Ce rapport fait l'objet d'une présentation dans le cadre d'une réunion avec l'autorité organisatrice.

En application des dispositions de R. 211-508 à R. 211-514 du CGFP et des recommandations de la délibération CNIL n° 2019-053 (ou celle en vigueur), la SVE et son infrastructure d'hébergement comportent les mesures physiques et logiques devant permettre notamment d'assurer les objectifs de sécurité suivants :

- très haute disponibilité ;
- intégrité et confidentialité des données transmises et notamment des expressions de suffrage des électeurs et des émargements ;
- authentification forte des électeurs comme des utilisateurs avec pouvoir(s) (dont notamment membres des BVE/BVCE et administrateurs fonctionnels) de la SVE ;
- transparence de l'urne ;
- traçabilité des actions ;
- authenticité des expressions de suffrage.

Les fonctions de sécurité de la SVE doivent également être conformes au RGS prévu à l'article 9 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives dite « ordonnance RGS ».

L'autorité organisatrice adopte un processus de protection de la SVE intégrant de manière séquentielle une analyse de risques, une détermination des objectifs de sécurité et des fonctions permettant de les atteindre, une implémentation de ces fonctions de sécurité dans la solution de vote et un suivi réactif.

Dans ce contexte, le titulaire expertise assiste l'autorité organisatrice dans la réalisation de ce processus de constitution du dossier de sécurité et fourni un rapport de conformité de la solution de vote aux exigences du RGS constituant le second livrable de cette prestation 2.

Ce rapport de conformité RGS doit être remis à l'autorité organisatrice concomitamment à la remise du rapport d'expertise préalable constituant le premier livrable de la prestation 2.

En application du troisième alinéa de l'article R. 211-519 du CGFP, l'expert indépendant réalise des rapports complémentaires à la demande de l'autorité organisatrice. Le titulaire expertise communique à l'autorité organisatrice le rapport complémentaire au plus tard dix (10) jours à compter de la demande.

Enfin, en application du dernier alinéa de l'article R. 211-519 du CGFP, c'est sans délai que l'autorité organisatrice transmet l'ensemble de ces rapports à la CNIL, ainsi qu'aux organisations syndicales ayant déposé une candidature au scrutin et au prestataire.

4.3 Prestation 3 : Contribution à la CST et expertise finale indépendante de la SVE

En application des dispositions de l'article R. 211-522 du CGFP, l'autorité organisatrice met en place une CST chargée de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du SyVE, composée :

- des membres de l'autorité organisatrice appartenant aux directions responsables des élections professionnelles, qui supervise l'ensemble des scrutins au niveau national ;
- de l'expert indépendant mentionné à l'article R. 211-518 du CGFP ;
- des représentants du « titulaire SVE ».

Cette cellule apporte son assistance à l'ensemble des BVE et BVCE.

Cette CST doit assurer la surveillance effective des scrutins des élections professionnelles de 2026. Elle doit notamment vérifier l'effectivité des dispositifs de sécurité mis en place pour garantir le secret du vote et en particulier les mesures prises pour garantir la confidentialité du fichier des électeurs intégrant les moyens d'authentification, garantir le chiffrement ininterrompu des bulletins de vote, garantir l'anonymat des votes, garantir la conformité de la conservation sous scellés des différents fichiers prévus par les dispositions de l'article R. 211-580 du CGFP. Le titulaire expertise participe de manière active à la CST, sur toute la durée de son fonctionnement et apporte son expertise et son concours afin qu'elle puisse remplir pleinement ses missions d'assistance. Sa présence à l'ensemble de ses réunions est attestée par un bordereau visé quotidiennement.

La mission de la CST, et concomitamment les actions et interventions du titulaire expertise dans le cadre de la prestation 3, commencent au lancement des opérations électorales pour les élections professionnelles de 2026 qui intègrent notamment les tests du SyVE et du système de dépouillement prévus à l'article R. 211-551 du CGFP. Ces opérations se terminent lorsque la cellule certifie que les dispositions de l'article R. 211-580 susmentionné sont respectées.

Par ailleurs, en application du deuxième alinéa de l'article R. 211-519 du CGFP et à l'issue des opérations électorales, un rapport final est transmis par le titulaire expertise à l'autorité organisatrice au plus tard dix (10) jours à compter du jour suivant la clôture des opérations électorales. Ce rapport d'expertise indépendante final comprend, outre les éléments mentionnés au second alinéa de l'article R. 211-518 du CGFP (cf. point 1-2 du présent accord-cadre), les éléments concernant la création et l'attribution des fragments de la clé privée de déchiffrement, le scellement du SyVE, les opérations de vote et le dépouillement, ainsi que les opérations d'archivage prévues à l'article R. 211-580 du CGFP.